

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTR. - ENREGISTR.

07-06-2001

25-07-2001

VR.

58052 / 6130101

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL du 07-05-2001 conclue au sein de la  
NATIONAAL PARITAIR COMITE DER HAVEN VAN ANTWERPEN portant  
L'ACCORD SOCIAL 2001-2002 pour les GENS DE METIER**

**Article 1er. – Champ d'application**

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs ressortissant à la Sous-commission paritaire pour le port d'Anvers, dénommée "Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen" et aux gens de métier qu'ils occupent.

**Article 2 – Durée**

La présente convention collective de travail prend effet au 01-04-2001. Elle est en vigueur jusqu'au 31-03-2003.

**Article 3 – Prime syndicale**

Pour la durée de la présente convention collective de travail, le montant de la prime syndicale est fixé à 0,84 EUR par tâche et par jour assimilé.

**Article 4 – Pouvoir d'achat**

**a) Augmentation du salaire horaire de base**

A partir du 01-05-2001, le salaire horaire de base des trieurs de fruits est augmenté de 0,875 % et à partir du 01-01-2002 de 1,314 %.

**b) Augmentation du salaire horaire individuel**

Le salaire horaire individuel est adapté comme prévu au point a.

**c) Prime unique**

Une prime unique de 0,62 EUR est attribuée, qui est due par tâche exécutée dans la période du 01-01-2001 jusqu'au 30-04-2001 inclus.  
Cette prime sera payée au 01-07-2001.

**d) Salaire - indexation du salaire**

- Le salaire horaire de base des ouvriers portuaires hors catégorie reste lié à l'indice de santé arithmétique moyen des prix à la consommation comme fixé à la convention collective de travail du 29 juin 1998 relative à la liaison du salaire de base à l'indice des prix à la consommation.
- En 2002, le salaire horaire de base des ouvriers portuaires hors catégorie est adapté une fois au 1er mai en guise d'avance sur l'évolution de l'indice de santé arithmétique moyen des prix à la consommation par rapport à l'augmentation de l'indice de santé arithmétique moyen des prix à la consommation du mois dans lequel l'indice-pivot précédent a été dépassé vis-à-vis de ce même indice de mars 2002.

## **Article 5 – Formation permanente des travailleurs**

A partir du 01-05-2001, il sera fait par Sous-commission paritaire un effort supplémentaire qui s'élève à 0,3 % des salaires bruts en faveur de la formation, la rééducation et le recyclage au niveau de l'entreprise. Cet effort s'inscrit dans l'engagement de l'Accord Interprofessionnel 2001-2002 de réaliser plus de formules de formation permanente. Cette cotisation est perçue par le Fonds de compensation pour la sécurité d'existence en faveur de la Cellule de formation d'Anvers.

## **Article 6 – Jour de carence**

En cas d'incapacité de travail pour maladie ou accident de droit commun de plus de sept jours civils, le jour de carence est supprimé pour la durée de la présente convention collective de travail.

## **Article 7 – Mobilité – Propre transport**

### **a) Intervention dans les frais de déplacement ou d'abonnement**

- A partir du 01-04-2001, l'intervention dans les frais d'abonnement pour les transports en commun (CCT n° 19) est portée à 60 %.
- A partir du 01-05-2001, l'intervention dans les frais de déplacement à payer aux travailleurs qui utilisent un moyen de transport privé et ne bénéficient pas d'un abonnement social est portée à 60 %.

### **b) Indemnité de bicyclette**

Une indemnité de bicyclette de 0,15 EUR par km est introduite. Cette indemnité de bicyclette n'est pas cumulative avec l'intervention prévue au point a. Le travailleur concerné doit signer une déclaration sur l'honneur pour une durée minimale de 6 mois (01-04 jusqu'au 30-09 inclus et/ou 01-10 jusqu'au 31-03 inclus).

## **Article 8 – Personnes à capacité de travail réduite**

- Le régime de capacité de travail réduite à partir de l'âge de 58 ans est maintenu pour la durée de la présente convention collective de travail.
- Aux gens de métier ayant 20 ans de service comme travailleur portuaire ou homme de métier, une indemnité journalière de 11,90 EUR est octroyée, à charge de l'employeur. Cette indemnité est modifiée par un pourcentage égal à l'augmentation de l'indice arithmétique moyen des prix à la consommation, considérée sur la période d'octobre à octobre selon la formule ci-après :

$$\frac{\text{indice octobre année courante} - \text{indice octobre année précédente} \times 100}{\text{indice octobre année précédente}}$$

- L'indemnité journalière n'est attribuée qu'aux gens de métier qui n'ont pas encore atteint de carrière professionnelle de 45 ans. Si aucun résultat de la demande de pension n'est soumis, le paiement de l'indemnité journalière est suspendu à partir de l'âge de 60 ans.

- Les gens de métier qui souhaitent adhérer au régime après l'âge de 60 ans, doivent soumettre, au moment de leur demande, le résultat de leur demande de pension. Ils peuvent uniquement adhérer à ce régime s'il ressort de leur demande qu'ils n'ont pas de carrière professionnelle de 45 ans.

### **Article 9 – Temps de travail – Combinaison travail et famille**

Les deux parties s'engagent à concrétiser, ultérieurement au 31-10-2001, et ceci en vue de l'exécution à partir du 01-01-2002, les CCT du Conseil national du Travail relatives à l'interruption de carrière dans chaque port en ceci tenant compte de la spécificité du secteur des ports.

### **Article 10 – Accidents de travail**

Un montant égal à 0,2 % du salaire total ONSS payé en 2000 sera appliqué en 2001 et 2002 afin de compenser la perte de revenus suite à un accident de travail. Un groupe de travail paritaire développera le système le plus social. A partir du 10-07-2001, le système existant pour la réglementation des accidents de travail sera modifié (art. 6 de la CCT du 19-07-1999).

### **Article 11 – Fonds de prime**

En attendant de la transformation du fonds de prime à un pilier de pension à part entière, une cotisation de 2 % des salaires bruts est versée à partir du 01-05-2001 au *Compensatiefonds voor Bestaanszekerheid*. Ces 2 % sont composés de la cotisation existante de 0,83 % pour la prime annuelle et une cotisation patronale supplémentaire de 1,17 % sur les salaires bruts. La date de l'entrée en vigueur de cette transformation est prévu pour le 01-01-2002. Une étude sera terminée avant le 01-10-2001.

### **Article 12 – Qualité du travail**

En exécution de la CCT n° 72 conclue au sein du Conseil national du Travail concernant la gestion de la prévention du stress occasionné par le travail et les conclusion de l'enquête *Arbeidsbeleving Haven van Antwerpen* effectuée en 1999 par Medimar, le groupe de travail *Arbeidstevredenheid* est chargé de formuler des conclusions qui soient réalisables dans la pratique.

### **Article 13 – Présence syndicale dans les entreprises**

Dans le cadre de l'introduction du contrat fixe pour travailleurs portuaires du contingent général, les négociations concernant la présence syndicale au sein des entreprises seront achevées au plus tard le 30-09-2001. Le règlement convenu ne peut cependant pas avoir l'effet d'augmenter les coûts pour la durée de la présente convention collective de travail.

### **Article 14 – Prime de conjoncture de fin d'année**

Les jours de chômage pour des raisons économiques sont considérés comme des jours qui donnent droit au calcul de la prime de conjoncture de fin d'année.

### **Article 15 – Pro mémoire**

Toutes les conventions collectives de travail de longue durée concernant les conditions de salaire et de travail continuent à être exécutoires.

### **Article 16 – Paix sociale**

A l'exception d'éventuelles matières techniques, les organisations signataires et leurs membres ne poseront pas de nouvelles exigences pendant la période d'application du présent accord, ni au niveau du secteur d'activités, ni au niveau des entreprises et elles garantiront le maintien de la paix sociale dans les ports belges.

La prime syndicale ne sera payée au front commun syndical de chaque port qu'à condition que la paix sociale dans ce port soit respectée entièrement par les travailleurs.

### **Art. 17. – Disposition transitoire**

Les articles ou parties de ceux-ci qui sont mentionnés dans le tableau ci-après concernent la présente convention collective de travail. Pour les montants qui sont mentionnés en euro dans la deuxième colonne du tableau, les montants qui sont mentionnés en francs belges dans la troisième colonne sont d'application à partir de la date d'entrée en vigueur de la convention collective de travail jusqu'au 31 décembre 2001.

	<b>EURO</b>	<b>BEF</b>
<b>Article 4 b)</b>	0,62	25
<b>Article 8</b>	0,64	26
	0,74	30
<b>Article 9</b>	0,15	6

\* \* \*

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST van 07-05-2001**  
gesloten in het  
**NATIONAAL PARITAIR COMITE DER HAVEN VAN ANTWERPEN**  
houdende het  
**SOCIAAL AKKOORD 2001 - 2002**  
voor de  
**VAKLUI**

#### ARTIKEL 1 - TOEPASSINGSGEBIED

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de Haven van Antwerpen, "Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen" genaamd, en op de vaklui die zij tewerkstellen.

#### ARTIKEL 2 - DUURTIJD

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 01-04-2001. Zij is van toepassing tot en met 31-03-2003.

#### ARTIKEL 3 - SYNDICALE PREMIE

Voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt het bedrag van de syndicale premie vastgelegd op 0,84 EUR per taak en per gelijkgestelde dag.

#### ARTIKEL 4 - KOOPKRACHT

##### a) VERHOGING BASISUURLOON

Vanaf 01-05-2001 wordt het basisuurloon van de vaklui buiten categorie verhoogd met 0,875 % en vanaf 01-01-2002 met 1,314%.

##### b) VERHOGING INDIVIDUEEL UURLOON

Het individuele uurloon wordt aangepast zoals voorzien in punt a.

##### c) ÉENMALIGE PREMIE

Per effectief gepresteerde taak in de periode van 01-01-2001 tot en met 30-04-2001 wordt een éénmalige premie van 0,62 EUR toegekend. Deze wordt uitbetaald op 01-07-2001.

##### d) LOON - INDEXBINDING

- Het basisuurloon van de vaklui buiten categorie blijft gebonden aan het rekenkundig gemiddeld gezondheidsindexcijfer der consumptieprijzen, zoals vastgelegd in de CAO van 29-06-1998 betreffende de koppeling van het basisloon aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.
- In 2002 wordt het basisuurloon van de vaklui buiten categorie éénmalig als een voorafname op 1 mei aangepast aan de evolutie van het rekenkundig gemiddeld gezondheidsindexcijfer der consumptieprijzen in verhouding tot de stijging van het rekenkundig gemiddeld gezondheidsindexcijfer van de maand waarin de vorige spilindex werd overschreden ten opzichte van ditzelfde indexcijfer van maart 2002.

#### **ARTIKEL 5 – PERMANENTE VORMING VAN WERKNEMERS**

Vanaf 01-05-2001 wordt per Paritair Subcomité een bijkomende inspanning geleverd van 0,3 % op de brutolonen ten behoeve van opleiding, her- en bijscholing op bedrijfsvlak. Deze inspanning kadert in het engagement van het Interprofessioneel Akkoord 2001-2002 om meer formules van permanente vorming te realiseren. Deze bijdrage wordt geïnd via het Compensatiefonds voor Bestaanszekerheid ten gunste van de Vormingscel Antwerpen.

#### **ARTIKEL 6 – CARENSDAG**

Bij arbeidsongeschiktheid wegens ziekte of ongeval van gemeen recht van meer dan 7 kalenderdagen vervalt de carensdag voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

#### **ARTIKEL 7 – MOBILITEIT – EIGEN VERVOER**

##### **a) TUSSENKOMST IN DE ABONNEMENTS- OF VERPLAATSINGSKOSTEN**

- Vanaf 01-04-2001 wordt de tussenkomst in de abonnementskosten voor het openbaar vervoer (CAO nr. 19) op 60 % gebracht.
- Vanaf 01-05-2001 wordt de tussenkomst in de verplaatsingskosten te betalen aan werknemers die een privévervoermiddel gebruiken en geen sociaal abonnement genieten op 60 % gebracht.

##### **b) FIETSVERGODING**

Een fietsvergoeding van 0,15 EUR per KM wordt ingevoerd. Deze fietsvergoeding is niet cumulatief met de tussenkomst voorzien in punt a. Betrokken werknemer dient een verklaring op eer te ondertekenen voor een minimale duur van 6 maanden (01-04 tot en met 30-09 en/of 01-10 tot en met 31-03).

#### **ARTIKEL 8 – VERMINDERD ARBEIDSGESCHIKTEN**

- Het stelsel van de verminderd arbeidsgeschikten vanaf 58 jaar wordt behouden voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst.
- De vaklui met 20 jaar dienst als havenarbeider of vakman ontvangen een dagelijkse vergoeding van 11,90 EUR ten laste van de werkgever. Deze vergoeding wordt jaarlijks op 1 januari aangepast met een percentage gelijk aan de stijging van het rekenkundig gemiddeld indexcijfer der consumptieprijzen beschouwd over de periode van oktober tot oktober volgens onderstaande formule :

$$\frac{\text{index oktober lopend jaar} - \text{index oktober vorig jaar} \times 100}{\text{index oktober vorig jaar}}$$

- De dagelijkse vergoeding wordt enkel toegekend aan de vaklui die nog geen beroepsloopbaan van 45 jaar hebben bereikt. Wanneer geen resultaat van de pensioenaanvraag wordt voorgelegd, wordt de betaling van de dagelijkse vergoeding vanaf 60-jarige leeftijd geschorst. De vaklui die na hun 60ste tot de regeling willen toetreden, moeten op het ogenblik van hun aanvraag het resultaat van hun pensioenaanvraag voorleggen. Zij kunnen enkel tot de regeling toetreden wanneer uit deze aanvraag blijkt dat zij geen beroepsloopbaan van 45 jaar hebben.

#### **ARTIKEL 9 – ARBEIDSTIJD – COMBINATIE ARBEID EN GEZIN**

Beide partijen verbinden zich ertoe om uiterlijk op 31-10-2001, en dit met het oog op de uitvoering vanaf 01-01-2002, de CAO's van de Nationale Arbeidsraad inzake loopbaanonderbreking te concretiseren, rekening houdend met de specifieke kenmerken van de havensector.

#### **ARTIKEL 10 - ARBEIDSONGEVALLEN**

Een bedrag gelijk aan 0,2% van het totale RSZ-loon uitbetaald in 2000 zal jaarlijks in 2001 en 2002 worden aangewend om het inkomstenverlies ingevolge arbeidsongeval op te vangen. Een paritaire werkgroep zal het meest sociale systeem uitbouwen. Vanaf 01-07-2001 kan het bestaande systeem voor de regeling van de arbeidsongevallen aangepast worden (art. 6 CAO van 19-07-1999).

#### **ARTIKEL 11 – PREMIEFONDS**

In afwachting van de omvorming van het Premiefonds naar een volwaardige pensioenpijler wordt er vanaf 01-05-2001 een bijdrage van 2% op de brutolonen gestort aan het Compensatiefonds voor Bestaanszekerheid. Deze 2% is samengesteld uit de bestaande bijdrage van 0,83% voor de jaarlijkse premie en een bijkomende patronale bijdrage van 1,17% op de brutolonen. Als datum van invoeging van deze omvorming wordt 01-01-2002 vooropgesteld. Vóór 01-10-2001 zal een studie afgerond worden.

#### **ARTIKEL 12 - ARBEIDSKWALITEIT**

In uitvoering van de in de Nationale Arbeidsraad gesloten CAO nr. 72 voor het welzijn van de werknemers en de besluiten van het onderzoek "Arbeidsbeleving Haven van Antwerpen" uitgevoerd in 1999 door Medimar, wordt aan de werkgroep "Arbeidstevredenheid" opdracht gegeven de besluiten uit te werken zodat ze in de praktijk uitvoerbaar worden.

#### **ARTIKEL 13 – SYNDICALE AANWEZIGHEID IN BEDRIJVEN**

In het kader van de invoering van het vast dienstverband voor de havenarbeiders van het algemeen contingent zullen uiterlijk op 30-09-2001 besprekingen afgerond worden in verband met de syndicale aanwezigheid in de bedrijven. De afgesproken regeling mag echter voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst geen kostenverhogend effect hebben.

#### **ARTIKEL 14 – EINDEJAARSCONJUNCTUURPREMIE**

De dagen werkloosheid om economische redenen tellen mee als rechtgevende dagen voor de berekening van de eindejaarsconjunctuurpremie.

#### **ARTIKEL 15 - PRO MEMORIE**

Alle langlopende collectieve arbeidsovereenkomsten met betrekking tot de loon- en arbeidsvoorwaarden worden verder uitgevoerd.

#### ARTIKEL 16 - SOCIALE VREDE

Uitgezonderd eventuele technische aangelegenheden zullen de ondertekende organisaties en hun leden tijdens de toepassingsperiode van dit Akkoord noch op het niveau van de bedrijfstak, noch op het niveau van de ondernemingen nieuwe eisen stellen en zullen zij het behoud van de sociale vrede in de Haven van Antwerpen waarborgen.

De syndicale premie zal slechts aan het Gemeenschappelijk Vakbondsfront van de Haven van Antwerpen uitbetaald worden, indien de sociale vrede volledig door de werknemers wordt nageleefd.

#### ARTIKEL 17 – OVERGANGSBEPALING

De artikelen of onderdelen ervan die vermeld worden in onderstaande tabel hebben betrekking op deze collectieve arbeidsovereenkomst. Voor de bedragen die in euro worden vermeld in de tweede kolom van de tabel gelden vanaf de datum van inwerkingtreding van de collectieve arbeidsovereenkomst tot 31 december 2001 de bedragen die in Belgische frank worden vermeld in de derde kolom.

	<b>EURO</b>	<b>BEF</b>
<b>artikel 3</b>	0,84	34
<b>artikel 4 c)</b>	0,62	25
<b>artikel 7 b)</b>	0,15	6
<b>artikel 8</b>	11,90	480

\* \* \*